

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, DAMAS, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : JORDANIE – LE SECTEUR DES ENGRAIS, UN AVANTAGE COMPARATIF À RENFORCER

La Jordanie possède les cinquièmes plus importantes ressources de phosphate (3,7 Mds tonnes) et en est le 5^e producteur mondial (11,5 M t). En 2024, le pays, via la Jordan Phosphate Mines Company (JPMC), a exporté pour 1 Md USD de phosphate brut majoritairement vers l'Inde (72,1 %). Le Royaume est également doté d'importantes ressources de potasse (non quantifiées à l'échelle nationale mais extraites majoritairement des saumures de la mer Morte), et en est le 8^e producteur mondial – et le seul pays arabe –, avec près de 3M t annuellement. L'Arab Potash Company (APC), qui exploite les réserves de potasse dans le cadre d'une concession de 100 ans signée en 1958, a exporté pour 723 M USD en 2024, principalement vers les marchés asiatiques (50,1 %), dont 15,4% vers la Chine et 12,7 % vers l'Inde, contre 12,2 % pour l'Europe.

LES CHIFFRES À RETENIR

5^{ème} / 8^{ème}

**PRODUCTEUR MONDIAL DE
PHOSPHATE ET POTASSE**

La Jordanie est parvenue à tirer parti de ses ressources minières en aval de la chaîne de valeur, en développant une industrie locale d'engrais phosphatés, potassiques, ou encore composés (plus complexes), ces derniers par le biais de la coentreprise de JPMC et APC, la Nippon-Jordan Fertilizer Company (NJFC). En 2024, les exportations d'engrais ont rapporté 1,2 Md USD, plaçant la Jordanie au 16^{ème} rang des exportateurs mondiaux. Près de la moitié de ces exportations (47,4 %) sont à destination de l'Asie. Les principaux clients bilatéraux sont l'Inde (18,1 %), les États-Unis (12,9 %) et la Chine (9,2 %). Les marchés européens sont quant à eux destinataires de 13,5 % des exportations, principalement l'Ukraine (5,4 %) et la Belgique (3,4 %) tandis que la France reste un client marginal (0,0048 %).

La Jordanie a vu ses parts de marché progresser lors des deux épisodes de perturbations de l'offre mondiale d'engrais en 2022 puis en 2026. Lors de la guerre en Ukraine d'abord, et les sanctions contre la Russie et la Biélorussie qui s'en sont suivies. Alors que les exportations de ces deux nations productrices de potasse et d'engrais étaient restreintes, plusieurs pays, dont la Jordanie, ont tiré profit de la redirection d'une partie de la demande. Cette même année, le bénéfice net de l'APC a bondi de +177 % en glissement annuel, atteignant un record de 601 M JOD/847 M USD (contre 217 M JOD/306 M USD en 2021). En 2026, alors que le conflit au Moyen-Orient a affecté, à nouveau, la chaîne de valeur mondiale des engrais, la filière jordanienne a pu bénéficier de sa moindre exposition, le pays disposant de ses propres matières premières et étant indépendant du détroit d'Ormuz pour ses échanges commerciaux. Au S1 2026, le chiffre d'affaires de l'APC a ainsi augmenté de +28 % en g.a., atteignant 374 M JOD/527 M USD, tandis que son bénéfice net a doublé pour atteindre 134 M JOD/188 M USD (contre 63 M JOD/88 M USD au S1 2025).

Dans ce contexte, le Royaume a lancé une stratégie de développement industriel du secteur visant à créer davantage de valeur ajoutée sur son territoire et renforcer son positionnement en Europe. Ce plan repose sur la production d'une nouvelle formule d'engrais, plus complexe, et recherchée par l'Union européenne ainsi que l'adoption de normes environnementales, notamment pour répondre au Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF). Par suite, JPMC et APC ont signé un accord de partenariat stratégique pour créer une nouvelle coentreprise, la Jordanian Advanced Company for Specialized Fertilizer Industries, qui combinera les ressources en phosphate et en potasse du Royaume pour fabriquer des engrais de spécialité. Au-delà des ambitions nationales, reste toutefois la question de l'intérêt, pour les acteurs jordanien du secteur, de s'aligner sur les exigences élevées de l'UE, alors même que la demande mondiale pour les engrais classiques connaît une forte progression.

Service Économique d'Amman

ÉGYPTE

1. SUCCÈS DU FORUM D'AFFAIRES ÉGYPTE ORGANISÉ PAR BUSINESS FRANCE À PARIS

Le 28 septembre s'est tenu au Palais du Luxembourg à Paris le [Forum d'affaires Égypte](#). Organisé par Business France, le forum a réuni 300 représentants d'entreprises, responsables publics et investisseurs français et égyptiens. Le forum a été marqué par la participation de M. Mohamed Farid Saleh, ministre égyptien de l'Investissement et du Commerce extérieur, de M. Philippe Tabarot, ministre français des Transports et de Mme Éléonore Caroit, Ministre déléguée chargée de la Francophonie, des Partenariats internationaux et des Français de l'étranger, ainsi que de représentants de Business France, dont son Directeur général, des Conseillers du commerce extérieur de la France, et de la DG Trésor. Les échanges ont donné lieu à l'organisation de 10 tables rondes couvrant plusieurs secteurs identifiés comme prioritaires pour le partenariat économique bilatéral, notamment les infrastructures, l'agro-industrie, l'énergie, la mobilité, le numérique, la santé, le commerce et la formation professionnelle. La journée a également été consacrée à des échanges entre entreprises, avec plus de 200 rendez-vous B2B entre acteurs français et égyptiens.

2. LA BANQUE CENTRALE MAINTIENT SES TAUX DIRECTEURS INCHANGÉS POUR LE 5^{ÈME} MOIS CONSÉCUTIF

Le 24 septembre, le [Comité de politique monétaire de la Banque centrale d'Égypte](#) a maintenu ses taux directeurs inchangés pour le 5^{ème} mois consécutif, invoquant la nécessité de maintenir des conditions monétaires suffisamment strictes pour ancrer les anticipations d'inflation et soutenir la trajectoire de désinflation en cours. Le taux de dépôt a ainsi été maintenu à 19 %, le taux de prêt à 20 % et le taux des opérations principales à 19,5 %. Cette décision intervient alors que l'inflation annuelle a subi une légère baisse, passant de 14,9 % en juillet à 14,5 % en août. L'inflation sous-jacente est restée relativement stable à 14,9 % en août, reflétant une évolution globalement stable des prix des produits alimentaires de base, des biens de consommation et des services. La Banque centrale a indiqué que la dynamique des

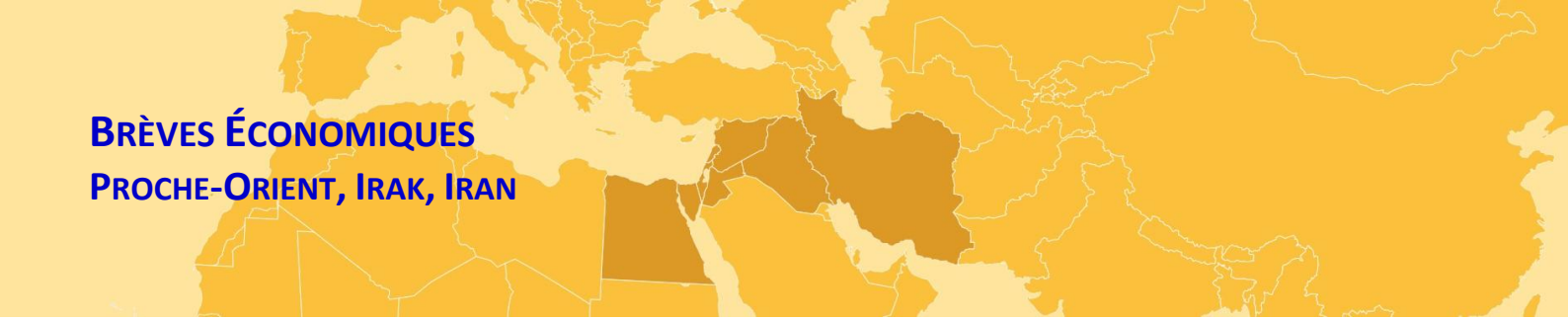
prix continuait de montrer des signes de désinflation, soutenue par une stabilité généralisée de l'indice des prix à la consommation au cours des trois derniers mois. Estimant que les résultats avaient été plus favorables que prévu, la Banque centrale a revu à la baisse ses prévisions d'inflation, prévoyant une stabilisation dès le T3 2026, avant un ralentissement et une convergence vers l'objectif de 7 % (± 2 pts) au S2 2027.

3. LE PRÉSIDENT AL SISSI INAUGURE LA 5^{ÈME} ÉDITION DE L'EGYPT MINING FORUM, VITRINE DE LA RÉFORME DU SECTEUR MINIER

La cinquième [édition](#) de l'*Egypt Mining Forum* (EMF) s'est tenue les 28 et 29 septembre à la Nouvelle Capitale Administrative. Pour la première fois, le Président Abdel Fattah Al-Sissi a ouvert l'événement, réaffirmant l'engagement de l'État égyptien à mettre en place un environnement favorable aux investissements étrangers. À cette occasion, l'Autorité égyptienne des ressources minérales et des industries minières (EMRA) a notamment présenté son nouveau dispositif d'attribution des permis d'exploration, baptisé « Open Blocks », visant à simplifier et à accélérer l'accès aux concessions. Cette plateforme numérique permet de consulter librement les blocs disponibles à l'exploration — notamment pour l'or, le phosphate, le talc et le kaolin — et de soumettre directement les offres. La forte mobilisation autour de cet événement témoigne de la priorité désormais accordée par les autorités à la relance du secteur minier, dont le potentiel demeure largement sous-exploité. L'objectif affiché est, à terme, de porter la contribution du secteur à environ 6 % du PIB, contre moins de 1 % actuellement, grâce à la mise en œuvre de réformes ambitieuses d'ouverture du secteur.

4. ORANGE ANNONCE DE NOUVEAUX INVESTISSEMENTS DANS LA FORMATION NUMÉRIQUE ET LES STARTUPS

Le Président Al-Sissi a [reçu](#), le 27 septembre, la directrice générale du groupe Orange, Christel Heydemann, en présence du ministre des Communications et des Technologies de l'information, Raafat Hindi. L'entreprise française a annoncé le lancement d'un programme de formation d'environ 200 000 Égyptiens à l'intelligence artificielle et à la cybersécurité, assorti de la possibilité d'obtenir



BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

des certifications reconnues internationalement, ainsi qu'une enveloppe de 25 M EUR destinée à soutenir les start-ups égyptiennes actives dans les nouvelles technologies. Le groupe prévoit également d'équiper plusieurs universités égyptiennes de laboratoires technologiques. Le Président Sissi a par ailleurs exprimé son souhait de renforcer la coopération avec l'entreprise française pour le déploiement du *National Digital Health Project*, un programme visant à accélérer la numérisation et la modernisation du système de santé égyptien.

5. TROIS CONSORTIUMS ASSOCIANT DES ENTREPRISES FRANÇAISES PRÉQUALIFIÉS DANS LE CADRE DE LA MISE EN CONCESSION DE L'AÉROPORT D'HURGADA

Le ministère égyptien de l'Aviation civile a [publié](#) le 28 septembre la liste des sept consortiums préqualifiés pour la gestion, l'exploitation et le développement de l'aéroport international d'Hurghada dans le cadre d'un partenariat public-privé. Dix groupements avaient initialement répondu à l'appel à préqualification. Parmi les sept retenus figurent trois consortiums associant des entreprises françaises : Egis Airport Operation – Elsewedy Electric, TAV – Assubur Consult et Vinci Airports – Orascom Construction. L'aéroport d'Hurghada, second aéroport du pays en termes de capacités et principale porte d'entrée vers le pôle touristique de la Mer Rouge, figure comme projet pilote du programme d'ouverture au secteur privé à la gestion des infrastructures aéroportuaires égyptiennes, conduit avec l'appui technique de l'IFC et concernant un total de 11 aéroports régionaux.

IRAK

1. TENSIONS SUR L'APPROVISIONNEMENT EN CARBURANT

Le Parlement irakien a consacré une séance le 20 septembre autour des tensions sur l'approvisionnement de l'Irak en carburant. Cinquième exportateur mondial de pétrole brut, l'Irak reste importateur net de produits raffinés, malgré une hausse de ses capacités de raffinage au cours des dernières années, passées depuis 2022 de 900 000 barils/jour à 1 250 000 b/j. Près de la moitié de la production des raffineries irakiennes concerne des produits à faible valeur ajoutée, ce qui rend l'Irak

tributaire des producteurs voisins pour sa consommation intérieure de carburant. En 2026, l'Irak n'est parvenu à importer que 22 000 barils/jour d'essence et de diesel, contre 47 000 b/j en 2025. Dans ces conditions, les autorités irakiennes ont été amenées à puiser massivement dans leurs réserves stratégiques de carburant, sans pour autant éviter des pénuries dans de nombreuses stations du pays et d'importantes hausses de prix sur les marchés parallèles.

2. L'IRAK DEVIENT LE 2^{ÈME} FOURNISSEUR DE PÉTROLE DE L'INDE

Avec environ 579 000 barils par jour importés par l'Inde, l'Irak se classe en septembre derrière la Russie (1,74 M de barils/j) mais devant l'Arabie saoudite (570 000 barils/j), les Émirats arabes unis (483 000 barils/j) et le Koweït (333 000 barils/j). Ce rebond des exportations s'inscrit dans une hausse globale de 13 % des importations indiennes de pétrole sur le mois de septembre, après un premier semestre 2026 marqué par une baisse des livraisons irakiennes due aux difficultés d'approvisionnement liées à la fermeture du détroit d'Ormuz.

3. ACCORD AVEC LES ÉTATS-UNIS POUR LA REPRISSE DES LIVRAISONS DE DOLLARS

Le 27 septembre dernier, en marge de l'assemblée générale des Nations unies, les deux pays ont trouvé un accord pour une nouvelle livraison de dollars physiques vers l'Irak, à hauteur de 500 M USD. La reprise des transferts devrait permettre à la Banque centrale d'Irak (BCI) de réduire la pression du marché sur le dinar irakien. Les livraisons de dollars physiques ont été fortement réduites depuis avril dernier, dans le but affiché par l'administration Trump d'endiguer le détournement de dollars vers l'Iran, dans le contexte de guerre entre les deux pays.

IRAN

1. TETHER RENFORCE LE GEL DES ACTIFS EN USDT LIÉS À L'IRAN

Tether, émetteur du stablecoin USDT, a indiqué le 28 septembre avoir contribué au gel d'environ 550 M USD d'actifs en USDT liés à l'Iran depuis le début de 2026, dans le cadre de sa coopération avec les autorités américaines. Cette coopération s'inscrit

dans l'« *Operation Economic Outcast* », campagne destinée à perturber les réseaux financiers soutenant les autorités et le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI). Les principales opérations menées en 2026 comprennent notamment le gel de plus de 344 M USDT en avril, répartis sur deux adresses associées par l'OFAC à la Banque centrale d'Iran (BCI). En juillet, plus de 130 M USDT supplémentaires ont été gelés sur quatre portefeuilles, parallèlement à l'extension par le Trésor américain des désignations visant la BCI à plusieurs adresses sur la blockchain TRON. Contrairement aux cryptomonnaies décentralisées dépourvues d'émetteur identifiable, l'USDT repose sur un acteur centralisé capable d'inscrire certaines adresses sur liste noire et d'empêcher le transfert des jetons correspondants. Cette évolution pourrait donc réduire l'efficacité des stablecoins centralisés comme instruments de contournement des sanctions, notamment lorsque les flux peuvent être reliés à des entités déjà sanctionnées. Elle aurait également contribué à rediriger une partie de la demande de devises vers le marché physique, renforçant les tensions sur le rial. Le taux de change sur le marché libre aurait ainsi atteint environ 2,5 M IRR pour 1 USD, illustrant la sensibilité accrue du marché des changes aux restrictions affectant les circuits financiers alternatifs.

2. EFFONDREMENT DES EXPORTATIONS PÉTROLIÈRES VERS LA CHINE

Les exportations de pétrole brut vers la Chine ont fortement chuté en septembre. Selon Bloomberg, la Chine n'aurait importé qu'environ 80 000 barils par jour (b/j) entre le 1^{er} et le 21 septembre 2026, contre généralement 1 à 1,5 million de b/j avant la guerre, soit une baisse de l'ordre de 92 à 95 %. Les chargements de brut sont passés d'environ 2 millions de b/j en mars à seulement 220 000 - 255 000 b/j en août, les restrictions sur la navigation et le blocage des exportations *via* le détroit d'Ormuz ayant fortement réduit la capacité de Téhéran à acheminer son pétrole vers son principal débouché, la Chine. Pour compenser une partie de la baisse des volumes, souvent achetés avec une décote importante, les importateurs chinois se sont davantage tournés vers l'Irak, les Émirats arabes unis, le Brésil, le Canada et la Russie. Cette évolution réduit fortement la part du pays dans les approvisionnements chinois et accroît

sa dépendance aux stocks flottants, aux transferts de navire à navire et à des circuits logistiques plus complexes et plus coûteux. Ces perturbations ont également affecté les raffineries chinoises : le traitement du brut en Chine aurait reculé d'environ 7 % depuis le début de l'année, dans un contexte de difficultés d'approvisionnement et de coûts élevés.

3. REcul DE LA PRODUCTION ET FRAGILITÉS STRUCTURELLES DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'industrie automobile s'est nettement contractée en 1404 (2025/2026) : la production nationale est passée de 1,121 million à 926 000 véhicules (-17,4 % en g.a). Le renouvellement du parc a également fortement ralenti, avec seulement 204 000 véhicules vétustes mis à la casse, contre 350 000 en 1403 (-41,7 % en g.a). Dans le même temps, la consommation de carburant a augmenté de 4,4 % en g.a, de 124,5 à 130 Ml/mois. Les importations ont progressé de 63 000 à 67 000 véhicules (+6,3 %), tandis que leur valeur unitaire moyenne est passée de 20 285 à 22 056 USD. La situation financière du secteur demeure fragile. La société Iran Khodro a fortement accru ses revenus, mais reste peu rentable sur le plan opérationnel, tandis que la société Saipa fait face à une baisse de son chiffre d'affaires, à une aggravation de ses pertes et à une hausse de son endettement. Le secteur automobile combine ainsi recul de la production, hausse rapide des prix, faiblesse des exportations et dépendance croissante aux devises, ce qui limite le développement de la chaîne de valeur nationale. La privatisation de Saipa reste par ailleurs un enjeu déterminant pour l'avenir du secteur. Une avancée sur ce dossier pourrait modifier la gouvernance et la structure financière du groupe et, selon les modalités retenues et les anticipations du marché, soutenir la valorisation de son action à la Bourse de Téhéran.

4. LANCEMENT D'UN DISPOSITIF « ZÉRO INFLATION » SUR LES PRODUITS ESSENTIELS

La municipalité de Téhéran a lancé, le 29 septembre, un dispositif baptisé « inflation zéro », destiné à stabiliser temporairement le prix d'un panier de produits alimentaires essentiels. La première phase porte sur 12 produits, dont le riz, la viande, les légumineuses, les pâtes, le soja, les dattes, le sucre et l'huile. Leur prix doit être maintenu pendant six mois,

avant une extension à 15 produits en Aban, avec l'ajout du poulet, du concentré de tomate et du fromage. Le dispositif concerne environ 9,5 millions d'habitants de Téhéran et constitue avant tout une mesure ciblée de soutien au pouvoir d'achat, plutôt qu'un instrument susceptible de réduire l'inflation à l'échelle nationale. Cette initiative intervient dans un contexte de fortes tensions inflationnistes. Selon les données de la Banque centrale, l'inflation mensuelle a atteint 3,9 % en Shahrivar (septembre 2026), soit 0,2 point de plus que le mois précédent, tandis que l'inflation en glissement annuel a légèrement reculé, de 84,4 % à 83,8 %, sans pour autant signaler une désinflation durable. Le gouverneur de la BCI a toutefois présenté ce léger recul comme un signal positif, même si le niveau d'inflation reste extrêmement élevé et que les pressions sur les prix demeurent fortes.

5. TRIPLE PRESSION SUR L'ÉCONOMIE : REcul DU COMMERCE EXTÉRIEUR, INFLATION ET FRAGILITÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

L'économie fait face à une combinaison de pressions sur la production, la demande intérieure et le marché du travail. Lors de la 44^{ème} réunion de la Chambre de commerce de Téhéran, son président a notamment fait état d'un net recul du commerce extérieur au cours des cinq premiers mois de l'année 1405 (2026/2027). Les exportations non pétrolières ont diminué de 25,8 %, à 15,9 Mds USD, tandis que les importations ont reculé de 25,19 %, à 17,8 Mds USD. Au total, les échanges commerciaux se sont contractés de plus de 25 %, pour atteindre environ 33,65 Mds USD. Sur la même période, 27 235 véhicules, d'une valeur de 743 M USD, ont été importés.

Selon la Chambre de commerce de Téhéran, la forte inflation des prix à la production dans l'industrie, combinée au recul de l'emploi industriel, pèse sur les marges des entreprises. La hausse des coûts de l'énergie et des matières premières, alors que les prix de vente restent encadrés dans certains secteurs, accentue également les tensions financières. Dans le même temps, la forte inflation alimentaire réduit le pouvoir d'achat des ménages et pèse sur la demande intérieure. Le marché du travail demeure lui aussi vulnérable, avec une sous-utilisation de la main-d'œuvre qualifiée

ISRAËL

1. L'IMPASSE POLITIQUE À LA KNESSET MENACE LE STATUT D'ISRAËL EN TANT QUE PÔLE DE R&D

La mise en œuvre du « pilier II », le mécanisme fiscal mondial élaboré par l'OCDE, a été reportée par la commission des finances de la Knesset. Le « pilier II » impose un taux d'imposition minimum de 15 % aux entreprises multinationales actives en Israël dont le chiffre d'affaires annuel est d'au moins 750 M EUR. Pour mémoire, la loi a été adoptée par la Knesset il y a un an et devait entrer en vigueur début 2026, mais les règlements nécessaires à sa mise en œuvre n'ont pas encore été approuvés en raison des objections formulées par les députés (en raison des désaccords entre l'opposition et les parties ultraorthodoxes sur l'article 46 de l'ordonnance fiscale, qui permet aux donateurs privés qui versent des dons à des organisations à but non lucratif reconnues de bénéficier d'un abattement fiscal correspondant à 35 % du montant du don).

2. LE PRIX DE L'ESSENCE ATTEINT UN NIVEAU RECORD

Le prix maximal réglementé du super 95 a été augmenté au 1^{er} octobre de 0,52 ILS par litre, pour atteindre 8,27 ILS (2,37 EUR) par litre. Ce niveau record historique intervient malgré le maintien de la réduction des accises de 0,50 ILS mise en œuvre par le ministère des Finances depuis début septembre (et jusqu'à fin octobre). Le ministère de l'Énergie a souligné que cette hausse des prix résultait d'une augmentation d'environ 13 % du prix de l'essence sur les marchés internationaux, en sus d'une dépréciation du shekel face au dollar au cours du mois passé.

3. INCERTITUDES SUR LE PROJET D'ACQUISITION DE ZIM PAR HAPAG-LLOYD

Le bureau du Premier ministre rejoint l'opposition du ministre des Finances à l'opération de vente de Zim à Hapag-Lloyd en cours de finalisation. Le ministère des Finances exprime notamment des craintes concernant la préservation des intérêts vitaux de l'État, compte tenu de l'actionnariat d'Hapag-Lloyd (Qatar actionnaire à 12,3% et Arabie Saoudite à 10%) d'une part et l'absence d'incitations pour le fonds local FIMI d'autre part (qui n'investirait pas de fonds

propres, rompant ainsi l'alignement des intérêts entre les propriétaires et la réussite de la société).

JORDANIE

1. ACCROISSEMENT DE LA PRESSION BUDGÉTAIRE EN RAISON DES MESURES D'ATTÉNUATION DES EFFETS DE LA GUERRE

La politique adoptée par la Jordanie face à la hausse mondiale des prix des carburants a permis d'atténuer la transmission du choc sur les ménages jordaniens et aux secteurs productifs. Toutefois, ces mesures ont eu un coût : selon les données de la Commission de tarification des dérivés pétroliers, le gouvernement jordanien aurait supporté environ 224 M JOD/316 M USD d'écarts de prix cumulés entre février et août 2026. Cette politique interventionniste se place dans un contexte budgétaire déjà tendu : sur les sept premiers mois de 2026, les recettes (dons inclus) du gouvernement général ont progressé de +3,6 % en glissement annuel (g.a.), à 7,95 Mds JOD / 11,2 Mds USD, mais les dépenses ont augmenté plus rapidement à +5 %, atteignant 8,62 Mds JOD/ 12,2 Mds USD. Le déficit après dons s'est ainsi creusé à 674,3 M JOD/ 951,1 M USD, contre 538,5 M JOD/759,5 M USD sur la même période en 2025. La dette du gouvernement général aurait dès lors atteint 32,6 Mds JOD/45,9 Mds USD fin juillet, soit 72,1 % du PIB, en incluant les créances détenues par le Fonds d'investissement de la sécurité sociale.

2. HAUSSE DES EXPORTATIONS EN VALEUR (+10,3 %) SUR LES SEPT PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE

Sur les sept premiers mois de 2026, les exportations nationales ont progressé, en valeur, de +4,6 % en g.a., atteignant 5,5 Mds JOD/ 7,8 Mds USD, contre 5,3 Mds JOD/ 7,4 Mds USD sur la même période de 2025. La progression des exportations nationales a été soutenue par le secteur du textile (+4,1 %), les engrais (+12 %) ainsi que la potasse brute (+11,7 %), tandis que les exportations de bijoux et métaux précieux (-14,2 %) et de phosphates bruts (-12,6 %) ont reculé. En outre, la forte hausse des réexportations, à hauteur de +67,2 % pour atteindre 886 M JOD/1,2 Md USD, a porté les exportations totales à 6,40 Mds JOD/ 9 Mds USD, soit une augmentation de +10,3 % en g.a. En parallèle, les importations ont augmenté, en valeur, de +2,4 % par rapport à la même période de 2025, à

11,6 Mds JOD/16,3 Mds USD. Le déficit commercial s'est ainsi réduit au cours des sept premiers mois de 2026 de -6 % en g.a., à 5,2 Mds JOD/7,3 Mds USD.

LIBAN

1. LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES POUR LA CONSTRUCTION D'UN HÔTEL 5 ÉTOILES À TRIPOLI

La Foire internationale Rachid Karamieh de Tripoli, vaste complexe conçu par l'architecte brésilien Oscar Niemeyer à partir de 1962 et inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2023, a publié un appel d'offres pour la réhabilitation et l'exploitation d'un hôtel cinq étoiles.

L'investissement, qui prévoit deux années de travaux de construction, est estimé entre 10 et 20 M USD, et octroiera à l'investisseur une concession de 30 ans qui versera à la Foire une fraction des revenus tirés de l'exploitation, en lien avec un opérateur hôtelier international de l'ouvrage. L'hôtel pourra accueillir jusqu'à 1 000 personnes.

Le projet, annoncé par le ministre de l'Économie, Amer Bisat, devrait créer plus de 100 emplois et contribuer à la valorisation de ce complexe architectural majeur, inscrit depuis 2023 sur la liste du patrimoine mondial en péril. Il s'inscrit dans une stratégie plus large de redynamisation économique et touristique de Tripoli et du Nord-Liban, le ministre présentant la Foire comme un élément d'un écosystème associant notamment le port de Tripoli, l'aéroport de Qleyaat et la zone économique spéciale de Tripoli. La Foire a accueilli environ 150 événements et 250 000 visiteurs au cours de la dernière année.

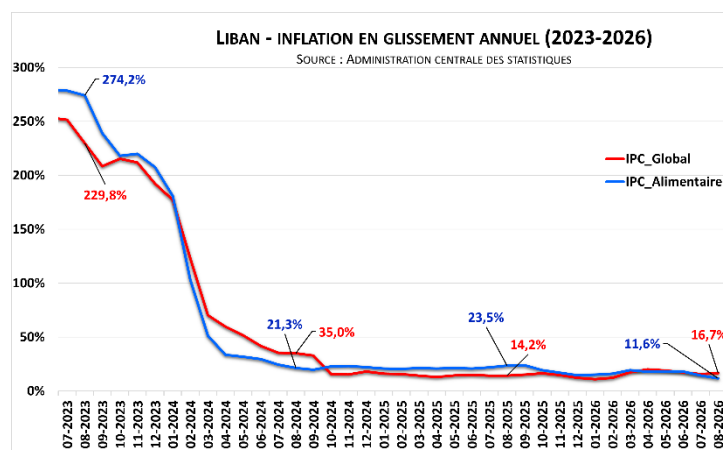
2. FORTE HAUSSE (+32 %) DES PRIX DE L'EAU, L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ EN AOÛT

D'après les dernières données de l'administration centrale des statistiques, l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 16,2 % durant les huit premiers mois de 2026. Dans le détail, les postes connaissant les plus fortes hausses de prix sont dans le secteur du divertissement (+45,7 %), l'éducation (+35,7 %), dans les prix des factures d'eau, d'électricité et de gaz (+32 %), et des transports (+31,7 %). Cette évolution ne reflète toutefois pas encore totalement les dernières hausses des prix des carburants (environ +45 % en un mois), du fait du nouvel embrasement de la situation régionale, et qui

BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

auront certainement un impact direct sur la hausse des prix à la consommation. Les données du mois de septembre se révéleront sans doute plus alarmistes. Par ailleurs, la stabilisation du taux de change aura permis au cours des deux dernières années une baisse relative de l'inflation, avec l'IPC qui est passé en 2024 à deux chiffres au lieu de trois chiffres depuis le début de la crise en 2020. Ainsi, sur la même période en 2025, l'IPC était à +14 % à août 2025, contre 35 % à août 2024, +229,8 % à août 2023 et +161,9 % à août 2022. Aussi, du fait de la stabilisation du taux de change, l'inflation calculée sur la base des prix en LBP vaut également pour les prix en dollars.



PALESTINE

1. LA PRODUCTION DE DATTES MEDJOUL DEVRAIT ATTEINDRE 29 000 T EN 2026

La production palestinienne de dattes Medjoul devrait atteindre environ 29 000 tonnes en 2026, soit une hausse de près de 1 500 tonnes par rapport à la saison précédente, selon Ibrahim Adayq, président du Conseil des dattes en Cisjordanie.

Les plantations de palmiers couvrent environ 28 000 dunums en Cisjordanie, principalement dans la vallée du Jourdain, avec près de 380 000 palmiers, dont environ 75 % sont productifs. Près de 70 % de la production de Medjoul devrait être destinée à l'exportation, le reste étant absorbé par le marché local.

La Turquie demeure le principal débouché, représentant entre 40 % et 50 % des exportations, tandis que les volumes restants sont écoulés sur près de 40 marchés internationaux. La consommation totale en Cisjordanie et dans la bande de Gaza est

estimée à environ 10 000 tonnes de dattes par an, toutes variétés confondues. Les prix au détail varient généralement entre 6 et 40 ILS/kg, selon la variété et la qualité.

2. LE PIB RECULE DE 1 % AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

Le produit intérieur brut (PIB) palestinien a reculé de 1 % au deuxième trimestre 2026 par rapport au deuxième trimestre 2025, selon les premières estimations du Bureau central palestinien des statistiques. Cette baisse est principalement liée à la contraction de 4 % de l'économie de Cisjordanie.

La plupart des secteurs ont enregistré un recul : la valeur ajoutée de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche a diminué de 15 %, les activités financières et d'assurance de 13 %, la construction de 6 % et les activités de mines, industrie manufacturière, eau et électricité de 3 %.

Au deuxième trimestre 2026, le PIB s'est élevé à environ 2,86 Mds USD en Cisjordanie et 152 M USD à Gaza. Le PIB par habitant a atteint 552 USD en Palestine, en baisse de 3 % sur un an. Il a reculé de 6 % en Cisjordanie, tandis qu'il a augmenté de 105 % à Gaza, à partir d'un niveau de référence extrêmement dégradé.

3. LES BÉNÉFICES DES BANQUES PALESTINIENNES RECULENT DE 10 % FIN JUILLET

Les banques opérant en Palestine ont enregistré des bénéfices cumulés d'environ 113 M USD à fin juillet 2026, contre près de 125 M USD sur la même période en 2025, soit une baisse d'environ 10 %, selon les données de l'Association des banques en Palestine.

Le secteur bancaire avait dégagé environ 140 M USD de bénéfices sur l'ensemble de l'année 2025, après seulement 45 M USD en 2024. Sur les dernières années, la rentabilité du secteur a fortement fluctué : les bénéfices atteignaient environ 228 M USD en 2022, puis 168 M USD en 2023, avant de chuter en 2024 et de se redresser partiellement en 2025.

À fin juillet 2026, les bénéfices restent ainsi inférieurs de 27 M USD au total enregistré sur l'ensemble de 2025, avec encore cinq mois d'activité à comptabiliser. Le secteur bancaire palestinien compte actuellement 13 banques, dont 7 locales et 6 banques étrangères.

4. BAISSÉ DE LA FRÉQUENTATION HÔTELIÈRE (-28,5 %) EN CISJORDANIE AU PREMIER SEMESTRE 2026

La fréquentation des hôtels en Cisjordanie a reculé de 28,5 % au premier semestre 2026 par rapport à la même période de 2025, selon le Bureau central palestinien des statistiques. Environ 86 600 clients ont séjourné dans les hôtels, pour un total de 183 000 nuitées.

Ramallah et Al-Bireh concentrent la plus forte fréquentation avec 31 100 clients, soit 36 % du total, devant Naplouse (24 300), Jéricho et la vallée du Jourdain (12 600) et Bethléem (12 200). Les Palestiniens résidant en Israël représentaient 60 % des clients, contre 28 % pour les résidents locaux et 12 % pour les autres nationalités.

Les visites à la journée des sites touristiques ont également diminué de 19 %, à 2,119 millions. Malgré ce recul, l'emploi touristique en Cisjordanie a progressé de 15 % au deuxième trimestre 2026, à environ 38 500 travailleurs.

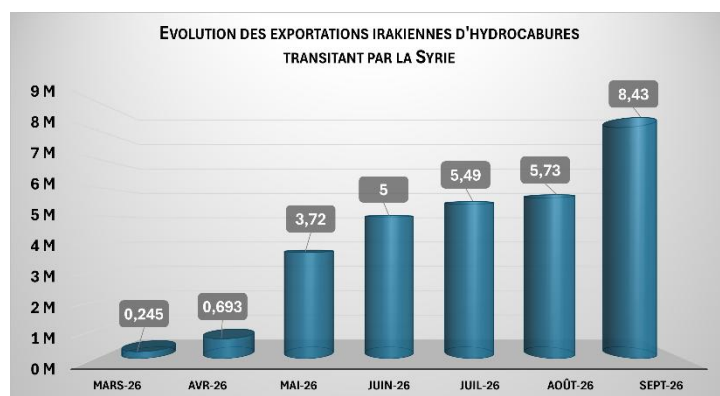
À Gaza, environ 4 992 établissements touristiques ont été entièrement détruits, entraînant la perte de plus de 15 000 emplois.

SYRIE

1. LE TRANSIT D'HYDROCARBURES IRAKIENS PAR LA SYRIE S'INTENSIFIE

Depuis avril 2026 et le blocage du détroit d'Hormuz, la Syrie est devenue un corridor d'exportation des hydrocarbures irakiens vers les marchés internationaux via le port de Baniyas : les flux sont passés de 245 000 barils en avril à 5,73 M de barils par mois en août et 8,43 M barils sur les deux premières semaines de septembre, avec environ 1 500 camions qui transitent par jour. Depuis fin septembre, le flux s'effectue également dans le sens inverse : une première cargaison de 32 800 tonnes d'essence a été déchargée à Baniyas à destination de l'Irak, avec une capacité appelée à atteindre 200 camions par jour. La Syrie perçoit des droits de transit et des frais portuaires, mais aucun montant officiel n'a été

communiqué. Une estimation citée dans la presse situe les droits de transit autour de 1,5 à 3 USD par baril, soit potentiellement entre 8,6 à 17,2 M USD en août.



2. ANNONCE DE MESURES DE RATIONALISATION DES DÉPENSES PUBLIQUES

Le gouvernement syrien a adopté, le 23 septembre, une circulaire visant à rationaliser les dépenses publiques et à renforcer la discipline budgétaire. Les administrations sont notamment appelées à réduire leurs dépenses de fonctionnement, avec une baisse de 30 % des dotations en carburant des véhicules publics. Elle prévoit également de limiter les dépenses liées aux déplacements, événements, publications, équipements et prestations externes. Une revue des projets d'investissement, y compris ceux déjà approuvés, doit permettre de distinguer les projets prioritaires de ceux pouvant être reportés. Aucun nouvel engagement ne pourra être pris pour les projets non prioritaires, sauf exceptions, notamment en cas de financement extérieur ou de risques contractuels. Les administrations disposent de 15 jours pour transmettre au ministère des Finances les mesures prises et les économies attendues. La part des dépenses courantes et des dépenses d'investissement dans le budget d'État 2026 représentent respectivement 60 % (soit env. 6,31 Mds USD) et 27 % (soit 2,84 Mds USD) du total des dépenses.